



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 70.614/4
du 29 décembre 2021

advies 70.614/4
van 29 december 2021

sur

over

un projet d'arrêté du Collège
réuni de la Commission
communautaire commune
'relatif à l'organisation du
télétravail'

een ontwerp van besluit van
het Verenigd College van de
Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie
'betreffende de organisatie van
telewerk'

Le 2 décembre 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par les Ministres, Membres du Collège réuni de la Commission communautaire commune, en charge des Prestations familiales, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune 'relatif à l'organisation du télétravail'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 29 décembre 2021. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 29 décembre 2021.

*

Op 2 december 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Ministers, Leden van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, bevoegd voor de Gezinsbijslagen, Begroting, Openbaar Ambt en Externe betrekkingen verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie 'betreffende de organisatie van telewerk'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 29 december 2021. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Christine HOREVOETS, staatsraden, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 29 december 2021.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

Les alinéas 9 et 10 du préambule, relatifs respectivement au rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation des personnes handicapées et au test de genre, seront déplacés avant l'alinéa 8, relatif à l'avis de la section de législation du Conseil d'État.

DISPOSITIF

Article 2

Plusieurs dispositions du projet prévoient l'intervention du « Conseil de direction ». Or, le Conseil de direction qui est appelé à intervenir n'est pas le même, selon qu'il s'agit d'une demande de télétravail d'un agent des services du Collège réuni – le Conseil de direction est celui visé à l'article 15 de l'arrêté du Collège réuni du 5 juin 2008 'portant le statut administratif et pécuniaire des fonctionnaires et stagiaires des Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale' – ou d'un agent d'Iriscare, le Conseil de direction est alors celui visé à l'article 13 de l'arrêté du Collège réuni du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des fonctionnaires et stagiaires de l'Office bicommunautaire de la santé, de l'aide aux personnes et des prestations familiales de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale'.

Partant, mieux vaut définir le « Conseil de direction » à l'article 2 du projet, comme étant « selon le cas, le conseil de direction des services du Collège réuni ou le conseil de direction d'Iriscare ».

Article 4

La disposition à l'examen énonce, en son paragraphe 2, le droit à la « déconnexion » dont les contours et modalités sont définis dans le règlement de travail.

Pour assurer l'effectivité de ce droit, il conviendrait de prévoir, dans le projet, qu'il s'exerce en dehors du temps pendant lequel le travailleur est à la disposition de l'employeur ¹, le règlement de travail définissant par ailleurs la durée du temps de travail des membres du personnel.

Article 7

Les mots « dans les locaux de l'employeur » seront chaque fois remplacés par les mots « dans le lieu mentionné à l'article 5 ».

Article 8

1. Au paragraphe 3, il est prévu que le membre du personnel qui fait une demande de télétravail peut, à sa demande, être préalablement entendu « [l]orsque la décision est susceptible d'être défavorable ».

Interrogée sur la portée de cette disposition et sur la manière concrète dont l'agent concerné pourrait être informé qu'une décision est « susceptible d'être défavorable » avant même que celle-ci soit prise, la déléguée des membres du Collège réuni a indiqué ce qui suit :

« Cette question a été discutée avec les différents intervenants. Le texte présenté ici est un texte de compromis. En le relisant avec du recul, nous constatons qu'effectivement, il manque de clarté ».

Compte tenu de cette réponse, le texte sera revu de manière à lier la possible audition du membre du personnel concerné à un élément objectif et certain, et non pas susceptible de se produire ².

2. Au paragraphe 4, alinéa 5, 3°, les mots « son lieu de travail » seront remplacés par les mots « le lieu visé à l'article 5 ».

3. L'article 14, § 4, alinéa 2, du projet énonce, dans le cas particulier qu'il règle, que l'accord sera remis au télétravailleur. L'article 8, § 4, du projet, relatif à l'accord (de télétravail) ne prévoit pas de manière expresse la communication de l'accord au télétravailleur concerné, alors que tel doit nécessairement être le cas. L'auteur du projet examinera s'il ne convient pas de compléter l'article 8, § 4, du projet pour consacrer cette règle.

¹ Voir l'article 8, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 14 décembre 2000 'fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail dans le secteur public'.

² Par exemple lorsque l'avis motivé ou l'avis du supérieur hiérarchique est défavorable ou lorsque le Fonctionnaire dirigeant s'écarte de l'avis motivé favorable donné sur la demande de télétravail.

4. De l'accord de la déléguée des membres du Collège réuni, à l'article 8, § 5, alinéa 1^{er}, du projet, les mots « le supérieur hiérarchique » seront remplacés par les mots « le mandataire responsable du Département pour Iriscare, ou le Directeur de la Direction pour les services du Collège réuni », de manière à s'articuler harmonieusement avec l'article 8, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

5. L'article 8, § 5, alinéa 2, du projet consacre un mécanisme de décision implicite d'octroi du télétravail en l'absence de notification de la décision sur la demande de télétravail dans les trente jours calendrier à dater de la réception de la demande.

Indépendamment des critiques auxquelles pareil procédé s'expose, spécialement au regard de l'obligation de motivation formelle des actes administratifs qui résulte de la loi du 29 juillet 1991 'relative à la motivation formelle des actes administratifs', ce procédé est, dans le contexte du projet à l'examen, source d'insécurité juridique et d'incohérence. En effet, en cas d'application de cette règle et contrairement à ce qu'impose l'article 8, § 4, du projet, il n'existe aucune garantie que la décision favorable sera formalisée dans un accord contenant les modalités pratiques du télétravail, ni que cet accord fera, selon le cas, l'objet d'une décision unilatérale ou d'un avenant au contrat de travail, alors qu'un tel accord est une condition préalable de mise en œuvre de la décision favorable relative au télétravail. Le fait de prévoir que la décision favorable doit être formalisée dans un accord déterminant les modalités pratiques du télétravail emporte en réalité que le silence de l'autorité ne permettra pas au membre du personnel de bénéficier concrètement du télétravail qu'il sollicite, et ce en raison de l'absence d'une décision unilatérale expresse ou d'un avenant exprès énonçant les modalités pratiques du télétravail telles qu'elles sont appelées à figurer dans l'accord.

En conséquence, il convient d'omettre l'article 8, § 5, alinéa 2, du projet et de revoir l'alinéa 1^{er} en manière telle que ce dernier exprime un délai d'ordre, obligatoire à l'égard de l'autorité investie du pouvoir décisionnel, sans toutefois que le dépassement du délai imparti, situation qu'il appartient à cette autorité d'éviter, emporte que cette dernière serait dessaisie de son pouvoir décisionnel d'accorder ou de refuser le télétravail.

Article 9

À l'article 9, alinéa 2, les mots « du présent article » seront omis.

Article 11

Dans l'avis 64.334/4 ³ donné le 22 octobre 2018 sur un projet devenu l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 14 février 2019 'relatif à l'organisation du télétravail', la section de législation a observé à propos de l'article 11 de ce projet :

« [...] L'alinéa 3 permet aux services internes de prévention d'accéder au domicile du télétravailleur afin de contrôler cette application [des mesures de sécurité].

Or, de telles dispositions concernent la matière du bien-être au travail et doivent être omises en ce qu'elles relèvent des compétences de l'autorité fédérale ⁴.

Elles seront donc omises du projet ⁵ ».

Compte tenu de cette observation qu'il convient de réitérer en ce qui concerne le projet à l'examen, les alinéas 2 et 3 de l'article 11 seront omis et l'article 14, § 4, 3°, b), premier tiret, revu en conséquence.

Article 14

1. Au paragraphe 2, il y a lieu de viser l'article 8, § 4.

Cette observation vaut pour l'article 14, § 4, alinéa 2.

2. Interrogée à ce propos, la déléguée des membres du Collège réuni a indiqué que le mot « préavis » n'a pas le même sens à l'article 14, § 4, alinéa 1^{er}, 1°, où il est compris comme étant le préavis lié notamment au licenciement ou à la démission d'un collaborateur, et au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, 3°, a) et b), où il est compris comme étant un délai qui court à compter du moment où le responsable hiérarchique a informé son collaborateur du fait qu'il mettait fin à sa possibilité de télétravailler.

Mieux vaut dès lors, au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, 3°, a), faire mention du « respect d'un délai de quinze jours » et, au b), remplacer les mots « sans période de préavis préalable » par les mots « et sans respect du délai de quinze jours ».

3. De l'accord de la déléguée des membres du Collège réuni, à l'article 14, § 4, alinéa 2, il y a lieu d'écrire « Dans les cas visés à l'alinéa 1^{er} ».

³ <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/64334.pdf>.

⁴ *Note de bas de page n° 6 de l'avis cité* : Voir la loi du 4 août 1996 'relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail'.

⁵ *Note de bas de page n° 7 de l'avis cité* : Voir en ce sens l'avis n° 61.473/4 donné le 6 juin 2017 sur un projet devenu l'arrêté 2016/1043 du Collège de la Commission communautaire française du 13 juin 2017 'relatif au télétravail'.

Article 16

L'article 16 dispose que « [l]e présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge* ».

Pareille règle d'entrée en vigueur déroge à l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', aux termes duquel,

« [l]es arrêtés sont obligatoires à partir du dixième jour après celui de leur publication, à moins qu'ils ne fixent un autre délai ».

Cette disposition a pour objectif d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des règles nouvelles.

La règle d'entrée en vigueur à l'examen présente l'inconvénient que, si l'arrêté en projet est publié à la fin du mois, ses destinataires ne disposeront pas de ce délai normal de dix jours.

Par conséquent, dès lors que l'intention de l'auteur du projet est d'assurer l'entrée en vigueur du texte le premier jour d'un mois, mieux vaut rédiger l'article 16 comme suit :

« Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour suivant sa publication au *Moniteur belge* »⁶.

*

⁶ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 152.1 et formule F 4-5-1-1.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

Het negende en het tiende lid van de aanhef, die betrekking hebben op respectievelijk het evaluatieverslag betreffende de weerslag van het ontwerp op de situatie van personen met een handicap en de gendertest, moeten worden verplaatst vóór het achtste lid, dat betrekking heeft op het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State.

DISPOSITIEF

Artikel 2

Verschillende bepalingen van het ontwerp voorzien in het optreden van de “Directieraad”. Het gaat echter niet elke keer om dezelfde directieraad. In het geval van een aanvraag om te telewerken ingediend door een personeelslid van de diensten van het Verenigd College, gaat het om de Directieraad die wordt bedoeld in artikel 15 van het besluit van de Verenigd College van 5 juni 2008 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren en stagiairs van de Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad’. In het geval van een aanvraag om te telewerken ingediend door een personeelslid van Iriscare, gaat het om de Directieraad die wordt bedoeld in artikel 13 van het besluit van het Verenigd College van 21 maart 2018 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren en stagiairs van de bicommunautaire Dienst voor gezondheid, bijstand aan personen en gezinsbijslag van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad’.

Bijgevolg zou de “Directieraad” in artikel 2 van het ontwerp beter worden gedefinieerd als “naargelang van het geval, de directieraad van de diensten van het Verenigd College of de directieraad van Iriscare”.

Artikel 4

Paragraaf 2 van de voorliggende bepaling formuleert het recht om “onbereikbaar” te zijn, waarvan de omvang en de voorwaarden vastgelegd zijn in het arbeidsreglement.

Om de effectiviteit van dat recht te waarborgen, zou het ontwerp moeten bepalen dat dat recht wordt uitgeoefend buiten de periode waarin de werknemer ter beschikking van de werkgever staat,¹ en moet het arbeidsreglement voorts de arbeidsduur van de personeelsleden vaststellen.

Artikel 7

De woorden “in de lokalen van de werkgever” moeten telkens worden vervangen door de woorden “op de plaats vermeld in artikel 5”.

Artikel 8

1. Paragraaf 3 bepaalt dat het personeelslid dat een aanvraag tot telewerk doet, op zijn verzoek vooraf kan worden gehoord “[a]ls de beslissing wellicht ongunstig zal zijn”.

Naar aanleiding van een vraag over de strekking van die bepaling en over hoe aan het personeelslid in kwestie concreet zou worden meegedeeld dat een beslissing “wellicht ongunstig zal zijn” nog voordat ze is genomen, heeft de gemachtigde van de leden van het Verenigd College het volgende gesteld:

“Cette question a été discutée avec les différents intervenants. Le texte présenté ici est un texte de compromis. En le relisant avec du recul, nous constatons qu’effectivement, il manque de clarté”.

Gelet op dat antwoord moet de tekst worden herzien zodat de mogelijkheid dat het betrokken personeelslid wordt gehoord, afhangt van een objectief en vaststaand gegeven en niet van een virtueel gegeven.²

2. In paragraaf 4, vijfde lid, 3°, moeten de woorden “op zijn werkplek” worden vervangen door de woorden “op de plaats vermeld in artikel 5”.

3. Artikel 14, § 4, tweede lid, van het ontwerp vermeldt, in verband met het bijzondere geval dat daar wordt geregeld, dat de overeenkomst aan de telewerker zal worden overhandigd. Artikel 8, § 4, van het ontwerp, dat betrekking heeft op de (telewerk)overeenkomst, bepaalt niet uitdrukkelijk dat de overeenkomst aan de betrokken telewerker wordt bezorgd, terwijl dat hoe dan ook het geval moet zijn. De steller van het ontwerp moet nagaan of die regel niet aanvullend in artikel 8, § 4, van het ontwerp moet worden neergelegd.

¹ Zie artikel 8, § 1, tweede lid, van de wet van 14 december 2000 ‘tot vaststelling van sommige aspecten van de organisatie van de arbeidstijd in de openbare sector’.

² Bijvoorbeeld wanneer het gemotiveerde advies of het advies van de hiërarchisch meerdere ongunstig is, of wanneer de leidend ambtenaar afwijkt van het gemotiveerde gunstige advies over de aanvraag om te telewerken.

4. De gemachtigde van de leden van het Verenigd College is het ermee eens dat de woorden “de hiërarchische meerdere” in artikel 8, § 5, eerste lid, van het ontwerp, omwille van de samenhang met artikel 8, § 1, eerste lid, moeten worden vervangen door de woorden “de verantwoordelijke mandaathouder van het departement voor Iriscare of de directeur van de directie in kwestie voor de diensten van het Verenigd College”.

5. Artikel 8, § 5, tweede lid, van het ontwerp voert een regeling in die een stilzwijgende beslissing tot toekenning van het telewerk inhoudt ingeval de beslissing over de aanvraag om te telewerken niet binnen dertig kalenderdagen vanaf de ontvangst van de aanvraag is meegedeeld.

Los van de kritiek waaraan een dergelijke werkwijze zich blootstelt, met name ten aanzien van de verplichting tot uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen die uit de wet van 29 juli 1991 ‘betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen’ voortvloeit, leidt die werkwijze in de context van het voorliggende ontwerp tot rechtsonzekerheid en incoherentie. Als die regel wordt toegepast, bestaat er namelijk, in tegenstelling tot wat artikel 8, § 4, van het ontwerp voorschrijft, geen enkele garantie dat de gunstige beslissing zal worden geformaliseerd in een overeenkomst die de praktische bepalingen van het telewerk bevat, noch dat die overeenkomst naargelang van het geval het voorwerp zal vormen van een eenzijdige beslissing of van een aanhangsel bij de arbeidsovereenkomst, terwijl zo’n overeenkomst een voorafgaande voorwaarde is om de gunstige beslissing inzake het telewerk ten uitvoer te kunnen leggen. Dat de gunstige beslissing moet worden geformaliseerd in een overeenkomst die de praktische bepalingen van het telewerk regelt, betekent in realiteit dat, indien de overheid zich niet uitspreekt, het personeelslid niet concreet in aanmerking kan komen voor het telewerk dat hij aanvraagt: er is dan namelijk geen uitdrukkelijke eenzijdige beslissing of uitdrukkelijk aanhangsel waarin de praktische bepalingen van het telewerk worden vermeld zoals ze in de overeenkomst moeten staan.

Artikel 8, § 5, tweede lid, van het ontwerp moet dan ook worden weggelaten. Voorts moet het eerste lid worden herzien zodat het een termijn van orde vaststelt, in acht te nemen door de overheid die de beslissingsbevoegdheid heeft, maar zonder dat het overschrijden van de toegemeten termijn – wat die overheid dient te voorkomen – ertoe leidt dat de overheid haar beslissingsbevoegdheid om het telewerk toe te kennen of te weigeren, verliest.

Artikel 9

In het tweede lid van artikel 9 moeten de woorden “van dit artikel” worden weggelaten.

Artikel 11

In advies 64.334/4³ dat de afdeling Wetgeving op 22 oktober 2018 heeft gegeven over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 14 februari 2019 ‘betreffende de organisatie van telewerk’, is over artikel 11 van dat ontwerp het volgende opgemerkt:

“(…) Het derde lid machtigt de interne preventiediensten ertoe zich toegang te verschaffen tot de woning van de telewerker om te controleren of die [veiligheids]maatregelen toegepast worden.

Die bepalingen houden evenwel verband met de aangelegenheid van het welzijn op het werk en moeten uit het ontwerp weggelaten worden omdat ze onder de bevoegdheden van de federale overheid vallen.⁴

Deze bepalingen moeten dan ook uit het ontwerp weggelaten worden.⁵”

Gelet op die opmerking, die in verband met het voorliggende ontwerp dient te worden herhaald, moeten het tweede en het derde lid van artikel 11 worden weggelaten en moet artikel 14, § 4, 3°, b), eerste streepje, dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 14

1. In tweede paragraaf dient te worden verwezen naar artikel 8, § 4.

Die opmerking geldt ook voor artikel 14, § 4, tweede lid.

2. Naar aanleiding van een vraag over het woord “opzegtermijn” heeft de gemachtigde van de leden van het Verenigd College aangegeven dat dat woord in artikel 14, § 4, eerste lid, 1°, waar het slaat op de opzegtermijn die in het bijzonder verband houdt met het ontslag dat een medewerker neemt of krijgt, iets anders betekent dan in paragraaf 4, eerste lid, 3°, a) en b), waar het slaat op een termijn die begint te lopen vanaf het moment waarop de hiërarchisch verantwoordelijke zijn medewerker heeft meegedeeld dat hij een einde heeft gemaakt aan de mogelijkheid tot telewerken.

Men kan in paragraaf 4, eerste lid, 3°, a), dan ook beter spreken over de “inachtneming van een termijn van vijftien dagen”, en in b) de woorden “zonder voorafgaande opzegtermijn” vervangen door de woorden “zonder inachtneming van de termijn van vijftien dagen”.

³ <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/64334.pdf>.

⁴ Voetnoot 6 van het geciteerde advies: Zie de wet van 4 augustus 1996 ‘betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk’.

⁵ Voetnoot 7 van het geciteerde advies: Zie in die zin advies 61.473/4, gegeven op 6 juni 2017 over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit 2016/1043 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 juni 2017 ‘betreffende telewerk’.

3. De gemachtigde van de leden van het Verenigd College is het ermee eens dat in artikel 14, § 4, tweede lid, “In de gevallen bedoeld in het eerste lid” dient te worden geschreven.

Artikel 16

Artikel 16 luidt als volgt: “Huidig besluit treedt in werking de eerste dag van de maand die volgt op de maand van haar bekendmaking in het Belgisch Staatsblad”.

Een dergelijke inwerkingtreedingsregel wijkt af van artikel 84, eerste lid, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’, dat als volgt luidt:

“De besluiten worden verbindend vanaf de tiende dag na die van hun bekendmaking, tenzij zij een andere termijn bepalen”.

Die bepaling strekt ertoe iedereen een redelijke termijn toe te kennen om van de nieuwe regels kennis te nemen.

De voorliggende inwerkingtreedingsregel heeft het nadeel dat, indien het besluit op het einde van de maand wordt bekendgemaakt, de adressaten niet over die normale termijn van tien dagen zullen beschikken.

Aangezien de steller van het ontwerp ervoor wil zorgen dat de tekst op de eerste dag van een maand in werking treedt, zou artikel 16 dan ook beter als volgt worden geredigeerd:

“Art. 16. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een termijn van tien dagen die ingaat de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.”⁶

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Martine BAGUET

⁶ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 152.1 en formule F 4-5-1-1.